

du 21 au 27 juillet 1994

**Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international  
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)**

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL  
COMMUNIQUÉS :**

**Tournée du Vancouver Chamber Choir en Extrême-Orient**

**Le 27 juillet 1994, n° 151**

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé [...] l'octroi d'une subvention de 70 000 dollars au Vancouver Chamber Choir pour une tournée de concerts au Japon et en Corée du 27 juillet au 23 août 1994. "Le Vancouver Chamber Choir participera à deux concours de niveau international et se produira dans plusieurs grandes villes d'Asie. Les échanges culturels sont un élément important des relations internationales du Canada et je souhaite aux membres du Vancouver Chamber Choir beaucoup de succès lorsqu'ils représenteront le Canada au cours de cette tournée extraordinaire", a dit M. Ouellet.»

**M. Ouellet condamne les attaques contre des cibles israéliennes et juives**

**Le 27 juillet 1994, n° 150**

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a condamné [...] l'attentat à la bombe contre l'ambassade d'Israël à Londres, et les attaques contre des cibles juives au Royaume-Uni, en Argentine et à Panama. [...] "Ces actes de terrorisme ne servent qu'à souligner l'importance de conclure une paix juste au Moyen-Orient et témoignent de la sagesse, du courage et du leadership de ceux qui ont combattu si fort pour la paix, surtout le premier ministre israélien, M. Rabin, le président de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Arafat, et le roi Hussein de Jordanie", a déclaré M. Ouellet.»

**M. Ouellet se réjouit de la signature de l'accord entre la Jordanie et Israël**

**Le 25 juillet 1994, n° 149**

«Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a accueilli chaleureusement [...] la signature de la Déclaration de Washington par le roi Hussein et le premier ministre Yitzhak Rabin, qui met un terme à «l'état de belligérance» entre la Jordanie et Israël. "La signature de la Déclaration de Washington représente une étape historique de plus vers la conclusion d'une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient. Tous les Canadiens et les Canadiennes rendent hommage au leadership et au courage du roi Hussein et du premier ministre Rabin", a affirmé M. Ouellet.»

**DISCOURS :**

«[...] En inaugurant hier le Forum régional de l'ANASE [Association des nations de l'Asie du Sud-Est] [FRA], nous avons établi une autre tribune importante qui permettra de mener des consultations dans le cadre du processus établi par l'ANASE. En créant le FRA, nous avons mis sur pied quelque chose de nouveau, quelque chose qui tout à la fois reflète les profondes transformations qu'a subies la situation internationale et montre la voie de l'avenir. Inspirés par les traditions de discussion et de consensus de l'ANASE, nous avons commencé à élaborer un cadre au sein duquel pourra être mené un dialogue qui favorisera la sécurité par la coopération et contribuera à assurer la stabilité et la prospérité de la région. [...] Je voudrais aborder brièvement trois questions qui intéressent particulièrement l'ANASE et les partenaires du Dialogue. Je veux parler du Cambodge, du Viet Nam et de la Birmanie. Le Cambodge représente l'une des grandes réussites des opérations internationales de maintien de la paix, tout en continuant de poser de grands défis. Le Canada est fier d'être parmi les signataires des Accords de paix de Paris. Nous avons fourni plus de 200 militaires et de 100 civils à la plus vaste opération de maintien de la paix jamais menée par les Nations Unies. C'est donc avec une inquiétude croissante que nous prenons note des derniers événements dans ce pays, qui risquent de réduire à néant les progrès réalisés au prix de tant d'efforts. Les Khmers rouges, dont les épouvantables violations des droits de la personne ont horrifié le monde entier au cours des années 70 et qui ont boycotté les élections organisées sous l'égide de l'ONU, poursuivent la guerre civile au Cambodge. Même si, en dernière analyse, ce sont les Cambodgiens eux-mêmes qui devront établir une paix durable pour permettre la reconstruction de leur pays, il est dans l'intérêt de la communauté internationale toute entière de faire en sorte que le gouvernement élu soit soutenu et que des mesures très énergiques soient prises afin que les Khmers rouges ne reçoivent aucune aide. Le Viet Nam poursuit sa réintégration au sein de l'économie régionale et mondiale, processus auquel le Canada accorde tout son appui. Nos relations bilatérales avec le Viet Nam continuent de s'améliorer. En juin, le Canada a accueilli le vice-premier ministre vietnamien, M. Phan Van Khai. Au cours de cette visite, nos deux pays ont signé les premières ententes en matière de coopération économique et de développement. Dans ce contexte, nous prévoyons un élargissement rapide de nos relations commerciales. Nous nous inquiétons par ailleurs du fait que la stabilité reste précaire dans un autre pays de cette région. Je fais allusion à la Birmanie, où le régime militaire répressif continue de bloquer les réformes démocratiques, d'emprisonner arbitrairement ses opposants politiques et d'imposer à une grande partie de sa population un traitement dur et injuste. Bien que l'ouverture de la Birmanie à ses voisins après des décennies d'isolement volontaire soit un signe encourageant, qui nous permet d'espérer que le régime adoptera des politiques plus modérées au cours des prochaines années, nous attendons toujours la preuve d'un engagement réel envers les réformes politiques. Nous exhortons le régime birman à calmer les inquiétudes de la communauté internationale en libérant tous les prisonniers politiques et en prenant des mesures concrètes pour restaurer la démocratie. Nous espérons que les autres pays, notamment nos partenaires de l'ANASE, tiendront compte de ces inquiétudes dans leur attitude envers la Birmanie, peut-être en adoptant des critères servant à mesurer les progrès des réformes. [...]»  
**Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, à la Conférence postministérielle de l'ANASE, séance publique six plus sept, Bangkok, Thaïlande, le 26 juillet 1994, 94/38.**

«En ma qualité de ministre du Commerce international, je suis confronté à des questions qui dépassent le cadre du commerce international des biens. Comme vous le savez fort bien, la notion de commerce s'applique également aux services et, de plus en plus, la prestation de services sur un marché étranger suppose la réalisation d'un investissement. Dans le cas du Canada et de l'Europe, les courants de l'investissement sont devenus l'un des volets fondamentaux de nos relations bilatérales. [...] Le traitement national, les différences entre les cultures et entre les marchés, la diversité des normes et pratiques commerciales, et la proximité des clients ne sont que quelques-uns des principaux facteurs qui ont fait de l'investissement l'une des techniques de pénétration des marchés les plus efficaces d'un groupement économique régional à l'autre, comme c'est le cas par exemple, pour l'Amérique du Nord et l'Europe. [...] Dans le domaine de l'investissement, un certain nombre d'accords bilatéraux sont déjà en place dans le but de favoriser les mouvements de capitaux dans les deux sens. D'autres négociations sont en cours avec l'Union européenne en vue de la conclusion d'accords sur les normes, les sciences et la technologie ainsi que sur la coopération douanière [...] À l'échelle multilatérale, notamment au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], et du GATT [Accord général sur les tarifs

douaniers et le commerce] ou de l'OMC [Organisation mondiale du commerce], on s'emploie à définir des principes et à cerner les questions de manière à parvenir à un accord international sur l'investissement ayant pour effet d'assujettir ce dernier à une discipline semblable à celle qui s'applique au commerce des biens et des services. La nécessité d'une discipline de ce type tient au fait que, malgré les progrès accomplis, de nombreux pays n'ont pas encore suffisamment libéralisé leur législation et leur réglementation en ce qui concerne les investissements étrangers. On a également observé un accroissement des obstacles officiels à l'investissement. À l'autre extrême, de nombreux pays vivement désireux d'attirer des investissements étrangers se livrent à des pratiques abusives, par exemple, le recours à des incitations exagérément généreuses. [...] En l'absence d'un régime international, le Canada est parvenu à accroître ses investissements à l'étranger et à mieux assurer leur protection au moyen de l'Accord de libre-échange nord-américain et d'un certain nombre d'accords bilatéraux de protection de l'investissement étranger. [...]

**Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, à l'occasion d'un dîner offert par la Deutsche Bank, Toronto (Ontario), le 21 juillet 1994, 94/37.**

«[...] Le Canada a été un fervent partisan de la tenue d'un forum réunissant autant de participants, car nous estimions que pour discuter sérieusement de sécurité, il fallait que tous les principaux intervenants régionaux soient présents. [...] Les problèmes de sécurité auxquels nous devons nous attaquer ne manquent pas. La situation dans la péninsule coréenne est le sujet de préoccupation le plus immédiat. [...] Il existe d'autres menaces pour la sécurité régionale. Elles ne revêtent peut-être pas un caractère aussi immédiat que la situation en Corée, mais elles ont une grave incidence sur la stabilité et la sécurité de la région, comme la course aux armements conventionnels, la prolifération des armes nucléaires et des systèmes de missiles ainsi que les problèmes complexes résultant des revendications territoriales concurrentes dans la mer de Chine méridionale. [...] Nous devons également prendre en considération les nouveaux dangers qui menacent notre sécurité collective — la dégradation de l'environnement, les migrations incontrôlées, l'inégalité du développement économique, la consommation et le trafic des stupéfiants, la piraterie, de même que des problèmes de santé comme la propagation du SIDA. [...] Ce Forum offre une occasion unique de renforcer la sécurité dans la région et de formuler, pour l'Asie-Pacifique, une vision stratégique porteuse d'un cadre pour la sécurité régionale et de mécanismes de prévention et de résolution des conflits. [...] L'élaboration d'un cadre régional prendra du temps. La région de l'Asie-Pacifique est vaste et diverse et commence à peine à se créer des habitudes de coopération multilatérale en matière de sécurité. Nous devons respecter les traditions de dialogue, de consultation et de consensus qui nous ont toujours bien servis dans d'autres forums de l'ANASE. Nos progrès seront lents, mais ils doivent viser un but définissable. [...] Outre le cadre de sécurité, en constante évolution, nous devrions aussi songer à implanter certaines mesures modestes qui permettraient de renforcer la confiance et de favoriser la transparence entre nos pays. Nous pourrions d'abord définir un ensemble de principes directeurs pour les relations entre les États de la région. Les instruments en place, comme la Charte des Nations Unies, le Traité d'amitié et de coopération dans l'Asie du Sud-Est et les cinq principes de coexistence pacifique, constituent un bon point de départ pour notre étude. Les principes que nous adopterons devraient être dynamiques et évoluer à mesure que l'habitude du dialogue se confirmera. De même, nous ne devrions pas hésiter à explorer d'autres mesures pratiques de coopération dans les régions déterminantes pour la sécurité et la paix à long terme, des mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité, de gestion des conflits et de contrôle de la non-prolifération. [...]

**Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, à l'occasion de la réunion inaugurale du Forum régional de l'ANASE, Bangkok, Thaïlande, le 25 juillet 1994, 94/36.**

«[...] Ma visite en Asie vise à renforcer l'engagement de notre gouvernement envers cette région, à intensifier nos relations bilatérales et à exprimer notre volonté de coopération dans le cadre de forums multilatéraux. [...] Sur les plans politique et économique, le Japon et le Canada sont des interlocuteurs et des partenaires clés au sein d'organismes multilatéraux d'une importance fondamentale pour nos deux pays, comme la nouvelle Organisation mondiale du commerce, le G-7 [Groupe des sept pays les plus industrialisés], l'Organisation des Nations Unies, l'APEC et divers autres organismes réunissant des pays de l'Asie et du Pacifique. L'an prochain, le Canada présidera le Sommet économique tandis que le Japon sera l'hôte des réunions des dirigeants de l'APEC. Nous nous réjouissons à l'avance de travailler en collaboration étroite avec le Japon pour assurer le succès de ces deux événements. [...] J'ai également profité de ces entretiens pour souligner toute l'importance que le Canada attache à la réforme des Nations Unies. Alors qu'approche le 50<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'ONU, le Canada continuera de collaborer avec le Japon afin de faire adopter les réformes clés nécessaires pour rendre l'Organisation plus efficace. Le Canada est évidemment favorable à un rôle accru du Japon au sein de l'ONU. Par ailleurs, le Japon seconde les efforts déployés par le Canada pour accroître l'efficacité de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques]. [...] Nous estimons que le gouvernement japonais est sur la bonne voie lorsqu'il s'efforce de promouvoir la croissance économique en stimulant la demande intérieure par la déréglementation et l'ouverture de son marché. Nous croyons que cette approche constitue la meilleure façon de résoudre le problème des déséquilibres de la balance commerciale, car elle est conforme à l'esprit du libre-échange multilatéral et au système commercial international fondé sur des règles, auquel nos deux pays sont attachés. Le marché du Japon évolue au même rythme que son économie. Nous accroîtrons nos exportations vers le Japon dans la mesure où nous saurons nous positionner dans les segments où la demande augmente le plus rapidement, ceux des produits à forte valeur ajoutée. Parallèlement, il nous faudra maintenir nos exportations traditionnelles de produits provenant des ressources naturelles, qui constituent toujours la majeure partie de nos relations commerciales. [...]

**Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, devant la Chambre de commerce du Canada au Japon et la Société Canada-Japon, Tokyo, Japon, le 21 juillet 1994, 94/35.**

## ACDI

### Le Canada apporte une aide supplémentaire aux victimes du conflit au Rwanda

Le 21 juillet 1994, n° 94-25

«M<sup>me</sup> Christine Stewart, secrétaire d'État à l'Amérique latine et à l'Afrique, a annoncé [...], au nom du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, que le gouvernement du Canada apportera une aide additionnelle aux victimes du conflit au Rwanda. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a mis en réserve une somme de 10 millions de dollars en vue de contribuer à la résolution de la crise. Au moins 1 million de dollars serviront à fournir de l'eau potable aux réfugiés. Ces fonds permettront l'achat d'installations sanitaires, de fournitures médicales et de matériel de secours. Un montant de 2 million de dollars va aussi permettre l'achat d'aliments canadiens tels que des fèves, des pois et des lentilles. [...] L'assistance humanitaire totale fournie par le Canada aux Rwandais s'élève à 21,8 millions de dollars. [...] Suite à des efforts de collaboration entre l'ACDI et le ministère de la Défense nationale, le ministre de la Défense, M. David Collenette, a accepté de dépêcher un Hercules C-130 afin d'assurer le transport du matériel de secours dans les régions où se trouvent les réfugiés. [...] Depuis le mois d'avril, le Canada assure la seule liaison aérienne continue entre Nairobi, au Kenya, et Kigali, la capitale du Rwanda. Les avions des Forces canadiennes ont effectué 137 vols au Rwanda et dans les pays avoisinants. L'arrivée de cet avion permettra de mieux appuyer les efforts des Nations Unies et des ONG [organisations non gouvernementales] dans cette région du monde.»

## À VENIR :

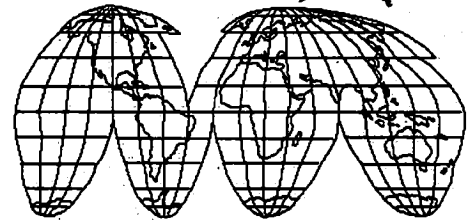
8-28 août 1994 :	Jeux du Commonwealth (Victoria, Colombie-Britannique)
5-13 septembre 1994 :	Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, Égypte)
24 octobre 1994 :	Lancement des activités commémoratives du 50 <sup>e</sup> anniversaire des Nations Unies
25-26 novembre 1994 :	Réunion des ministres de l'APEC (Jakarta, Indonésie)

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).

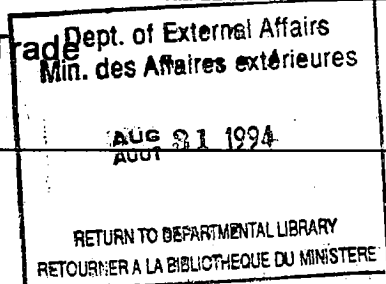
DOCS  
This  
in Trade  
Foreign  
Aug 24,  
1994  
Copy 1

## Le commerce et la politique étrangère cette semaine

August 18-24, 1994



Department of Foreign Affairs and International Trade  
Foreign Policy Communications Division (BCF)



(disponible en français)

### FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE: PRESS RELEASES:

#### Diplomatic Appointments

August 24, 1994, no. 160

Foreign Affairs Minister André Ouellet announces the following diplomatic appointments:

**Martin Collacott**, currently Canadian Representative in the Kingdom of Cambodia, as Ambassador to the Kingdom of Cambodia; **Christine Desloges**, currently Director, Government Policy Division, Department of Foreign Affairs and International Trade, as Ambassador to the Socialist Republic of Viet Nam; **Alain Dudoit**, currently Director General, Cultural Affairs and Higher Education Bureau, Department of Foreign Affairs and International Trade, as Ambassador to the Czech Republic; **Verona Edelstein**, most recently Director, Eastern and Southern Africa Relations Division, Department of Foreign Affairs and International Trade, as High Commissioner to the United Republic of Tanzania; **Wilfrid-Guy Licari**, currently Director General, Africa and Middle East Bureau, Department of Foreign Affairs and International Trade, as Ambassador to the Republic of Senegal; **Manfred G. von Nostitz**, currently Director General, Security and Intelligence, Department of Foreign Affairs and International Trade, as Ambassador to the Kingdom of Thailand, with concurrent accreditation to the People's Democratic Republic of Laos.

#### Ouellet Announces the Launching of a New Program to Support Reform in Ukraine

August 23, 1994, no. 159

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced the launching of the Canada-Ukraine Partners Program. The goal of this new program is to promote democratic development and support the transition to a market-based economy in Ukraine through the implementation of small-scale, practical, technical assistance projects. The Government will contribute approximately \$2.5 million to this one-year program. "This new program is testimony to Canada's special partnership with Ukraine and our commitment to support the economic and democratic reform process in that country. The program will draw on the strong human links which underpin Canada-Ukraine relations," said Mr. Ouellet.

#### Canada To Extend Sanctions against Haiti

August 18, 1994, no. 158

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that Canada will further restrict international financial transactions between Canada and Haiti. The decision took effect on August 17. "This will effectively prevent any banking between Canada and Haiti. Our objective is to ensure the total isolation of the de facto regime in Haiti," said Mr. Ouellet. This latest step responds to a recommendation by the Organization of American States contained in its June 7 resolution that member states suspend international financial transactions with Haiti. Under the new sanctions, Canadian financial institutions are prohibited from providing services related to international financial transactions to any person in Haiti. Exceptions to the prohibition are allowed for humanitarian and diplomatic reasons. Canada had previously banned the provision of financial services to, and frozen the assets of, members of the de facto regime.

#### STATEMENTS:

I would like to stress the following key messages: Canada is, in fact, an Asia and Pacific nation and is committed to being an active participant in the region, through innovative programs and projects such as our ASEAN regional development co-operation activities, the Asia Pacific Foundation, "Pacific 2000," education linkages, support for preventive diplomacy, and the Canada/ASEAN Centre. Canada's cultural tolerance and diversity are true assets. Canadians from all walks of life can learn from each other and Canadians of Asian origin have much to contribute, and have already contributed significantly. We understand the need to build better transpacific trade links to adjust to the new realities of the NAFTA, AFTA [the ASEAN Free Trade Area] and the new World Trade Organization. Canada is determined to contribute fully and effectively to APEC [Asia-Pacific Economic Co-operation forum] as the focus of regional trade liberalization efforts. Finally, all of Canada's work in the trade promotion field will be undertaken in close collaboration with the private sector, recognizing that governments can only establish an atmosphere conducive to expanded trade and help develop the right policy framework with the private sector ultimately being responsible for delivering the product.

Notes for an address by the Honourable Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific), to the Canada/Singapore Business Association (Singapore, August 12, 1994, 94/45)

If Malaysia is to achieve its bold "Vision 2020" objectives, human resource development will be essential. As the Malaysian economy shifts to a focus on the advanced manufacturing and service sectors, there will continue to be a critical need for an educated workforce.... Canada has much to offer Malaysian students wishing to study overseas and is on the leading edge of provision of education services.... If you [students] investigate carefully, I think you will find that Canada is the best bargain in quality education. On an average annual basis, it is significantly less expensive to study in Canada than in the United Kingdom, the United States, Australia, or New Zealand. Canada boasts a system of over 70 universities that offer undergraduate and graduate courses in all areas of business, engineering, computer science, health sciences, and humanities. Several Canadian universities have been rated among the top 20 in the world. In addition, many individual faculties have been rated among the top in the world. Canadian university degrees are among the most widely recognized in the world. Alongside the university system, there are also vast possibilities for studies at the post-secondary level in a well-developed network of community colleges and technical institutes.... Since Malaysian independence in 1957, over 70 000 Malaysians have been educated in Canada.

**Notes for an address by the Honourable Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific), at Sunway College (Kuala Lumpur, Malaysia, August 11, 1994, 94/44)**

We [the Canadian government] have been thinking hard about our relationship and have identified four main priorities for Canada in Malaysia. These include: maximizing Canadian participation in upcoming infrastructure projects; expanding our co-operation in the environmental sector, both in terms of government-to-government links and new business opportunities; revitalizing our education relationship, and, specifically, doubling the number of Malaysian students in Canada; and finally bringing the whole array of Canadian programs and support mechanisms into focus to support these objectives. Malaysia-Canada trade passed the billion-dollar boundary last year and is destined to surpass it again this year.

**Notes for an address by the Honourable Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific), to the Malaysia-Canada Business Council "A New Focus for Canada in the Asia-Pacific Region" (Kuala Lumpur, Malaysia, August 11, 1994, 94/43)**

**UPCOMING EVENTS:**

- |                       |  |
|-----------------------|--|
| September 5-13, 1994: | UN International Conference on Population and Development (Cairo, Egypt) |
| October 24, 1994:     | Launch of United Nations 50th Anniversary Commemoration Activities       |
| November 25-26, 1994: | APEC Ministerial Meeting (Jakarta, Indonesia)                            |

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other government departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "The Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

